

Sans perdre une minute les militants de la Ligue rédigent une Taupe pour faire connaître la nouvelle : une heure après elle commence à être distribuée... Ainsi l'intervention de la police sera très rapidement connue sur Chaffoteaux, Sambre et Meuse, et les lycées. Elle fait très vite le tour de la ville. Cette information rapide renforce le moral des grévistes qui sentent qu'ils sont soutenus.

Les lycéens, la veille avaient constitué leur comité de soutien inter-lycées et s'étaient donné rendez-vous le vendredi matin : ainsi ils peuvent immédiatement porter dans les bahuts un tract d'information appelant à des assemblées pour discuter de la solidarité : il y aura des réunions au Vau Meno à Renan et à Rabelais (cette première activité sera présentée le lendemain samedi dans un autre tract du comité de soutien lycéen, qui appelle à une réunion de lycéens à 14 heures).

Au Joint, après l'évacuation, les travailleurs restent massés devant l'entreprise.

Donnat avait gagné son bureau avec l'entrée des flics. Richet se présentera à 8 H15 et sera copieusement hué. Donnat propose alors des négociations à l'intérieur pourvu que soient libérés les accès de l'usine. La réponse des délégués ne se fait pas attendre : pas question de négocier sous la « protection » des gardes mobiles. Quant à la liberté d'accès, que les casques et les bottes quittent plutôt l'entreprise !

A nouveau les cadres s'entremettent et obtiennent une discussion sans condition à l'Inspection du travail : de 11 H45 à 16 H30 les délégués n'obtiennent que 3 % avec un minimum de 16 centimes plus 1/2 heure en moins en octobre ! C'est la première concession de la direction : elle est franchement dérisoire. Autant dire carrément qu'on se moque du monde !

Après la rupture, Donnat et Richet osent se présenter à la grille principale en 3 CV : la 3 CV se transforme rapidement en cerf-volant et les deux occupants pénètrent à pied gaillardement « assaisonnés ».

Mais la riposte à l'intervention des flics commence à s'organiser dans un cadre qui dépasse celui de l'usine. Le soir même un meeting intersyndical, CGT, CFDT, FEN, FO de toutes les entreprises briochines, est décidé pour le mardi 21 à 17 H30 avec débrayage à 16 H30. C'est une première riposte de masse aux provocations policières et à l'intransigeance patronale !

L'UD CFDT diffuse un tract sur toute la ville :

« travailleurs, vous êtes tous concernés, soyez prêts à répondre massivement aux appels que les syndicats seront amenés à faire pour soutenir la lutte des travailleurs du Joint Français ».

Le Conseil Municipal de son côté, réuni en séance extraordinaire, proteste contre « l'emploi de la force armée à l'égard des travailleurs ».

Finalement, en envoyant la police évacuer les locaux Donnat a obtenu l'inverse de ce qu'il recherchait : il a renforcé la détermination des grévistes et il a soudé derrière eux toute une population scandalisée par ces méthodes.

Le soir, toutes les organisations et associations contactées la veille par la Ligue se retrouvent au PSU et tout le monde se trouve maintenant d'accord pour constituer un comité de soutien et entamer une campagne de solidarité : des collectes sont immédiatement organisées pour les marchés du lendemain et un gala prévu pour le mardi 21

tract d'appel du comité de soutien

Pour LA Victoire
des Travailleurs
du JOINT

solidarité

Les gardes mobiles ont occupé vendredi matin à 4 H le JOINT FRANÇAIS et chassé les grévistes les armes à la main.

Ce nouveau coup de force des patrons de la CGE, du pouvoir et de leurs bandes armées montre bien quels moyens les profiteurs de ce régime entendent mettre en œuvre pour s'opposer aux revendications et aux luttes ouvrières. Après (CLOUSTAL, MOTEUR BEAUGUIN, PENARROYA, PARIS et aujourd'hui au JOINT FRANÇAIS le régime montre son vrai visage celui de la violence légale contre la classe ouvrière en lutte.

Cette agression contre les grévistes du JOINT revolte tous les travailleurs.

Tous sentent bien que le patron et le pouvoir veulent faire un exemple et casser le mouvement du JOINT pour décourager les revendications et les luttes dans les autres entreprises.

Les organisations et associations qui suivent, conscientes de l'enjeu de cette lutte, non seulement pour les travailleurs mais pour toute la population laborieuse de la région, constituent un COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DU JOINT.

Ce comité développera toutes les initiatives susceptibles de populariser la lutte et de lui assurer le plus large soutien financier et politique. Ce comité est ouvert à toutes les organisations qui souhaitent s'y associer.

Tous les fonds collectés seront versés au CCP de l'intersyndicale :

JR PERENNEZ. CCP n° 295-99. REMES.

Les organisations invitent tous leurs militants à participer nombreux au meeting intersyndical MARDI 21 MARS.

Ces organisations invitent la population briochine à assister à la soirée qu'elles organisent le même jour au théâtre municipal à 21 H. Cette soirée sera précédée d'une projection de films sur les luttes ouvrières.

Le Comité de
soutien est lancé
à l'initiative de :

- PARTI SOCIALISTE UNIFIE.
- PARTI SOCIALISTE.
- LIGUE COMMUNISTE.
- F.D.S.E.A.
- C.D.J.A.
- AMIS DE POLITIQUE NEEDO.
- COMITES LYCEENS.
- FOYER PAUL-BERT.

participez à ses initiatives